



Forum de la présidente
FORCES DE 2010
CHANGEMENT →
 Financement de l'éducation

LE LUNDI 12 JUILLET 2010

MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE
Préparer le terrain

La Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants (FCE) estime que les écoles publiques ont pour mission d'éduquer une population scolaire de plus en plus diversifiée qui vient de tous les milieux socioéconomiques et culturels, c'est-à-dire une population qui reflète la société canadienne. Nos écoles publiques accueillent tous les enfants, peu importe les difficultés auxquelles ils peuvent se heurter. La réduction de la pauvreté infantile et l'amélioration de l'éducation autochtone constituent toujours de grandes priorités pour la FCE.

La population attend beaucoup des écoles publiques, et le personnel enseignant comprend et respecte ces attentes. Mais répondre à tous les besoins a un coût financier.

Il existe un certain nombre de défis à relever pour remplir la promesse de l'éducation publique. Au cours des 20 dernières années, on a par exemple trop insisté sur la responsabilisation guidée par les tests, ce qui a limité la capacité des enseignantes et enseignants à répondre aux divers besoins. Cependant, le sous-financement de l'éducation constitue un obstacle encore plus grand au respect de cette promesse, même si un récent sondage montre que la population est toujours en faveur d'une augmentation des dépenses pour l'éducation publique.

L'exposition à une vaste gamme d'opinions, de convictions et d'expériences renforce notre réseau scolaire public. C'est pourquoi la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants a réuni des porte-paroles de l'éducation de partout au pays à l'occasion du forum intitulé « Le financement de l'éducation publique : une grande promesse ». Ce forum facilite l'examen de cette question à la lumière d'un large éventail de points de vue.

Mary-Lou Donnelly



PETER COWLEY
 Institut Fraser

Peter Cowley a cerné le problème que recèle le statu quo en éducation, soit l'accès universel à des programmes d'éducation administrés par le gouvernement. Fournir une éducation, soutient-il, devrait être la même chose que pourvoir aux autres besoins essentiels d'un enfant, comme la nourriture et le logement. Le problème inhérent au statu quo est que rien n'incite les parents à s'engager en éducation car ils n'y voient pas un intérêt financier direct. Le secteur privé non plus ne s'engage pas parce que rien ne l'incite à s'intéresser à l'éducation. Cowley propose une solution : le choix parental de l'école et du fournisseur des services éducatifs, et l'obligation pour les parents de payer une part du coût de l'éducation de leur enfant.



BRUCE CAMPBELL
 Centre canadien de politiques alternatives

Bruce Campbell retrace l'évolution de l'économie canadienne à partir de l'ère keynésienne (1950-1980) jusqu'aux années néoconservatrices actuelles (1980-présent) de Milton Friedman. Il définit l'ère keynésienne comme une période de prospérité marquée par des gains socio-économiques historiques pour les familles moyennes. Il décrit l'actuelle économie comme une économie dans laquelle la prospérité repose sur les affaires et la richesse, les inégalités ne sont pas vues comme un problème, les finances et le commerce sont déréglementés, les impôts sont diminués et les dépenses au titre des programmes publics sont réduites. Enfin, il compare la Suède et le Canada en ce qui concerne l'inégalité et la pauvreté, les droits des travailleurs et travailleuses et les programmes sociaux, et se demande si la voie néoconservatrice était inévitable et si nous avons le choix pour l'avenir.

FORUMS DE DISCUSSION :
 Tendances du financement de l'éducation et priorités

Les groupes ont trouvé quelques ressemblances entre les deux exposés basés sur des perspectives philosophiques et idéologiques différentes. Les deux conférenciers croient que pour réussir, il faut s'éloigner du statu quo dans le financement de l'éducation. Cependant, l'un croit que le financement doit être partagé avec les parents, et l'autre, que l'État devrait pleinement financer les services publics, y compris l'éducation. Par rapport à ces positions divergentes, les groupes estimaient que la qualité de l'éducation est rehaussée lorsque les parents s'investissent davantage dans l'éducation de leur enfant, et non nécessairement lorsqu'ils investissent davantage en éducation. Sur le plan des priorités en matière de financement de l'éducation, bon nombre de thèmes communs sont ressortis : universalité du financement pour le bien commun, financement suffisant et durable, financement propre à faire atteindre les résultats voulus en éducation, y compris un curriculum varié

qui appuie l'éducation holistique d'une population scolaire diverse. Le financement de l'éducation devrait répondre aux besoins des minorités (c.-à-d. Autochtones et groupes linguistiques minoritaires) du Canada afin d'assurer l'égalité des chances. Les groupes ont généralement rejeté l'idée du partage du financement par les parents, jugeant qu'il pourrait entraîner l'accroissement de l'iniquité dans le système d'éducation. Ils se sont également dits préoccupés par la déprofessionnalisation du personnel enseignant compte tenu du recours proposé à d'autres « fournisseurs » externes de services éducatifs. Ils ont convenu que l'investissement dans les écoles publiques devrait reposer sur les résultats désirés et intégrés au vaste contexte sociétal et de la politique gouvernementale connexe. Il devrait assurer un accès équitable à des possibilités d'apprentissage afin de répondre aux besoins de tous les élèves et d'offrir du perfectionnement professionnel de qualité au personnel enseignant.





BOB KIM
National Education Association

L'exposé de Bob Kim a porté sur le programme « Race to the Top » (RTTT) et l'*Elementary and Secondary Education Act* (ESEA) aux États-Unis. Le conférencier a fait un survol des nouveautés dans le financement de l'éducation de la maternelle à la 12^e année aux É.-U., et abordé les différences entre l'ESEA et l'*American Recovery and Reinvestment Act* de 2009, y compris le RTTT. Il a ensuite examiné l'ESEA en 2010 et le plan directeur Obama de la réforme, la réponse de la NEA et les priorités devant guider le renouvellement de l'ESEA, ainsi que le budget de l'éducation de 2011 proposé par l'administration Obama. Il a déclaré que, même si la NEA appuie au moins 70 p. 100 des mesures mises en place par cette administration, les 30 p. 100 qui restent, y compris le RTTT, ont assombri l'impact positif de ces mesures.



BOB HARRIS
Internationale de l'Éducation

Bob Harris s'est penché sur des questions relatives aux forces de changement dans le financement de l'éducation. Il a retracé l'histoire de la crise économique actuelle, puis a présenté les prévisions économiques en se fondant sur l'information fournie par des organismes tels que le FMI, l'OCDE et la Banque mondiale. Il a ensuite mis le cap sur la menace que font peser sur l'éducation publique la diminution des deniers publics et les « stratégies de sortie » visant à réduire les déficits. Finalement, il a souligné que le mal des pays en développement s'est aggravé à cause de la récession, car ceux-ci se débattent pour sortir de la crise avec un soutien financier international réduit.

SUSAN PERRY
Ontario English Catholic
Teachers' Association

Susan Perry a présenté une analyse documentaire des divers modèles de rémunération au mérite du personnel enseignant, y compris les grilles salariales uniformes, les grilles salariales fondées sur le rendement et les régimes de rémunération axés sur les résultats, et a traité du pour et du contre de la rémunération au rendement et au mérite. Elle a également examiné la rémunération au mérite à l'étranger. Le rapport de recherche fait un survol historique de divers régimes de rémunération au mérite, et fait observer que très peu de recherches ont été faites pour évaluer l'efficacité de la dernière génération des régimes de rémunération au mérite. La conférencière a prié les personnes participantes de songer aux effets possibles de récompenses tributaires du rendement sur le personnel enseignant, les élèves, les salles de classe, les écoles, les systèmes et la société. Elle a conclu que le régime de rémunération en place nous sert bien, car il encourage le perfectionnement professionnel et donne lieu à d'autres mesures non financières, comme le congé sans solde, qui plaisent davantage au personnel enseignant que l'argent.

TABLES RONDES

Effets possibles des initiatives à l'étranger sur l'éducation au Canada

Effets possibles des tendances à l'étranger (dans l'ordre de priorité) :

1. Réduction des déficits au détriment des programmes sociaux, y compris l'éducation
2. Rapport entre la politique de financement et le rendement évalué d'après les résultats obtenus aux tests standardisés
3. Rémunération et évaluation du personnel enseignant d'après les résultats obtenus aux tests standardisés (rémunération au mérite)
4. Privatisation accrue de l'éducation (écoles à charte et bons d'études)
5. Probabilité accrue d'écoles élitistes et de « ghetto »
6. Rupture avec l'idéologie de l'éducation vue de plus en plus sous un angle économique étroit et servant des enfants considérés comme des marchandises
7. Érosion des conventions collectives

Effets des tendances à l'étranger, déjà manifestes au Canada (dans l'ordre de priorité) :

1. Compression du financement en réponse à un appel de réduction des déficits
2. Testage standardisé et classement des écoles (PPCE, PISA)
3. Revendication par les employeurs d'un régime de rémunération au rendement des élèves (rémunération au mérite)
4. Éducation vue comme une marchandise (approche du capital humain)
5. Politique étroite axée sur les résultats mesurés en éducation
6. Dévaluation de la profession enseignante
7. Politique gouvernementale permettant l'affectation de deniers publics à l'appui d'écoles privées
8. Dépopulation rurale attribuable à la fermeture d'écoles (choix concentrés dans les milieux urbains)
9. Intensification de la pratique de l'enseignement à cause des exigences accrues imposées au personnel enseignant





CALVIN FRASER, PH. D.
 Fédération canadienne des
 enseignantes et des enseignants

Calvin Fraser a affirmé que la promesse de l'éducation publique est tournée vers l'avenir et dénote les valeurs des personnes qui la projettent dans l'avenir. Il s'est demandé si la promesse est exécutée pour tous les groupes de la société, comme les garçons et les filles, les Premières nations, les enfants ayant des besoins particuliers, les immigrants et les pauvres.

Il a tenu à préciser que l'exécution de la promesse appartient à un haut degré au personnel enseignant et à ses organisations, et que tous les pays ayant de solides systèmes d'éducation ont de solides organisations syndicales.

Il a conclu en disant que la promesse de l'éducation, que ce soit pour des sociétés ou des individus, est au cœur des attentes à l'égard d'un avenir positif. Ces attentes ne peuvent se réaliser que si nous travaillons ensemble : d'abord, pour trouver des buts communs – parce qu'ils existent – ensuite, pour maintenir l'équilibre.

PANEL : QUELS SONT LES DÉFIS ?
 Keray Henke, Carole Olsen et Dianne Woloschuk

Keray Henke a traité du financement de l'éducation de la maternelle à la 12^e année en Alberta, y compris le cadre de financement (dépenses par élève supérieures à la moyenne canadienne), dans le contexte de compétition pour les ressources des ministères. Selon lui, si l'obtention du diplôme est le but ultime de l'investissement en éducation, les enfants qui n'obtiennent pas leur diplôme dans une période de temps typique ne produisent pas le rendement du capital investi qui est souhaité. Le panéliste a également examiné l'impact de la technologie sur les élèves et la difficulté de rebrancher notre approche éducative de manière à réengager la Génération I dans son apprentissage. Il a cerné une vision selon laquelle il faut motiver les élèves à réussir comme penseurs engagés et citoyens moraux, dotés d'un esprit entrepreneurial, dans un système d'éducation inclusif.

Carole Olsen a fait rapport sur la promesse de l'éducation publique et sur la transformation qu'elle a subie au cours de la dernière décennie. Elle a également parlé de réalités financières et de notre façon de diriger en des temps incertains. Elle a abordé diverses compétences propres au 21^e siècle, y compris la nécessité de nous concentrer non plus sur *ce que* savent les élèves, mais sur *comment* ils apprennent et appliquent ce qu'ils savent. Elle a mis les personnes participantes au défi de « penser l'impensable » en imaginant des solutions de rechange pour améliorer les résultats des élèves.

Diane Woloschuck a exprimé la perspective d'une enseignante sur le financement de l'éducation publique. Selon elle, l'éducation publique est une initiative humaine, et non simplement technique ou économique, et un investissement dans l'avenir

et dans la société démocratique. Parmi les contradictions auxquelles est confronté le personnel enseignant, soulignons le fait que les exigences et les attentes augmentent sur un fond d'amenuisement des ressources des écoles. Le financement de l'éducation publique devrait être guidé par des principes de suffisance, d'équité et de justice, de stabilité et de prévisibilité, ainsi que de transparence et de responsabilisation. Elle a conclu en disant que, comme enseignante, le premier jour de l'année scolaire, « vous entrez dans votre classe, et vous voyez tous ces yeux qui vous regardent – bruns, bleus, noirs, verts, des yeux amicaux, heureux et avides d'apprendre, des yeux espiègles, tristes et seuls, parfois des yeux furieux, qui cherchent tous à créer un rapport avec nous, et nous leur retournons des yeux accueillants qui disent, bienvenue! »

FORUMS DE DISCUSSION :

Responsabilités des différents secteurs de la société en matière d'action politique et de soutien

Les groupes ont recommandé diverses mesures concernant les rôles et les responsabilités de chaque partie intéressée dans l'exécution de la promesse de l'éducation publique.

Le gouvernement devrait encourager la collaboration authentique de toutes les parties intéressées afin de favoriser l'élaboration de bonnes politiques; fournir un financement suffisant basé sur le but prescrit de l'éducation financée par les deniers publics et être prêt à lutter à cet égard; être un défenseur plus visible de l'éducation publique et du personnel professionnel qui s'y trouve; utiliser des modèles créatifs de financement afin de favoriser la prise de décisions à l'échelon de l'école concernant l'attribution des ressources; se départir d'un modèle de testage standardisé de style recensement et exiger l'utilisation des résultats

à des fins éducatives seulement; honorer ses obligations concernant les droits des minorités (c.-à-d. Autochtones et groupes linguistiques minoritaires).

Les conseils scolaires devraient collaborer avec le personnel enseignant et les parents pour appuyer les besoins locaux en éducation; s'efforcer de comprendre la nature de leurs écoles à la base, y compris les besoins culturels et linguistiques; être représentatifs des communautés; défendre un solide système d'écoles communautaires; promouvoir ardemment l'affectation de ressources correspondant aux initiatives prescrites.

Le personnel enseignant devrait définir clairement une vision pour l'éducation à communiquer à d'autres parties intéressées; s'inspirer de solides recherches pour élaborer

et défendre ses convictions visant à exécuter la promesse; s'acharner à défendre l'intégration scolaire, malgré les résultats électoraux; exercer des pressions, selon les principes de la profession, en faveur des responsabilités légiférées des membres de la profession; aider à accroître la sensibilisation à la différence entre l'adaptation de l'enseignement aux besoins des élèves et l'isolement possible lié à l'apprentissage « n'importe quand, n'importe où et à n'importe quel rythme ». Pour rendre la collaboration significative, les parties intéressées doivent croire que la consultation est authentique et que toutes les voix seront entendues. Quel que soit le modèle de collaboration utilisé, la conversation doit se tourner vers « la manière » d'exécuter la promesse et vers les stratégies les plus efficaces pour communiquer cette manière.





KARIHWAKERON TIM THOMPSON Assemblée des Premières Nations

Dans son exposé sur la promesse de l'éducation des Premières nations, Karihwakeron Tim Thompson a présenté les messages clés suivants :

- L'éducation des Premières nations est gravement sous-financée.
- Le rôle d'AINC dans l'éducation des Premières nations n'est pas clair – la politique et les lignes directrices sont ponctuelles, dépassées et non assujetties à l'obligation de rendre des comptes aux Premières nations.
- Les Premières nations sont traitées avec deux poids, deux mesures, comparativement aux provinces (financement, exigences en matière de collecte de données, cadres de responsabilisation).
- Les Premières nations concentrent leurs efforts sur la qualité de l'éducation; AINC s'emploie à administrer le financement insuffisant.
- Il faut renforcer l'infrastructure des Premières nations pour pouvoir s'attaquer aux enjeux de l'éducation des Premières nations – nous attendons la mise en œuvre complète de « La maîtrise indienne de l'éducation autochtone » depuis 38 ans.

Après avoir déclaré que l'APN est d'avis que l'éducation constitue un droit conféré par traité et inhérent des Premières nations, Tim Thompson a présenté les composantes d'un appel à la mobilisation lancé par le chef national de l'APN.



GORDON PORTER, PH. D. Intégration scolaire au Canada

En examinant comment le financement de l'éducation de l'enfance en difficulté pouvait servir à améliorer les écoles, Gordon Porter a constaté que la réduction du financement consacré à l'éducation de l'enfance en difficulté est d'ordinaire liée à la baisse des inscriptions; pourtant, les inscriptions en éducation de l'enfance en difficulté augmentent. Nous devons investir dans des mesures d'appui au personnel enseignant et aux élèves, et faire de l'inclusion le mode par défaut. Il a cité l'article 24 – le droit des personnes handicapées d'avoir accès à l'intégration scolaire – de la Convention de l'ONU sur les droits des personnes handicapées, que le Canada a ratifiée. Les fonds destinés à l'éducation devraient servir à accroître la capacité des écoles et du personnel enseignant, à améliorer la formation initiale et en poste, et à appuyer davantage le personnel enseignant en classe. Il a conclu en disant qu'investir dans l'inclusion – dans le personnel enseignant et les élèves – est susceptible de faire de l'école un meilleur endroit pour tous et toutes.

Visionner le Forum de la Présidente à partir de UStream au www.ustream.tv/channel/2010-president-s-forum

GORDON THOMAS, PH. D. Résumé du Forum

Gordon Thomas a d'abord confié aux personnes participantes que la tâche intimidante qui lui incombait était de trouver le fil conducteur des deux journées. Il a constaté la hausse de la pression sanguine des personnes présentes lorsque Peter Cowlley a ouvert la séance. Pour comprendre l'Institut Fraser, on n'a qu'à examiner son énoncé de mission : « la recherche de solutions au sein du secteur privé aux problèmes du secteur public ». La pression sanguine a diminué sensiblement avec l'exposé de Bruce Campbell. Il a examiné le changement dans l'économie canadienne, qui est passée du modèle keynésien au modèle néolibéral de Friedman. D'après lui, M. Campbell est tombé juste dans son analyse critique. Bob Kim, pour sa part, a essayé d'expliquer les initiatives en éducation du président Obama, qui est entré au pouvoir avec l'appui des organisations américaines de l'enseignement. Bien que la hausse considérable du financement ait été bien reçue, certaines des politiques du secrétaire à l'Éducation, Arne Duncan, ont été gênantes (p. ex. RTTT). Bob Harris a souligné

les risques éventuels liés à la dette souveraine et à une seconde récession possible. Susan Perry a terminé la journée avec une excellente analyse documentaire de la rémunération au mérite. Calvin Fraser, Ph. D., a ouvert la seconde journée en posant la question suivante : quelle est la promesse de l'éducation publique? Le sous-ministre Keray Henke a fait un survol du financement de l'éducation en Alberta, proclamant fièrement qu'il avait été haussé de 30 p. 100 depuis 2005. Gordon Thomas a rappelé à l'auditoire que cette hausse a suivi une décennie d'augmentations uniformes. Carole Olsen a parlé de transformation et de transition dans les efforts tendant à engager la Génération I dans son apprentissage. C'est avec beaucoup de ferveur que Diane Woloschuk a présenté la perspective du personnel enseignant, faisant valoir les contradictions auxquelles est confronté le personnel enseignant qui doit essayer de répondre à des attentes croissantes et de composer avec un curriculum de plus en plus étroit et une pénurie de ressources. Dans l'après-midi, Tim

Thompson a tracé la voie dans laquelle nous devons nous engager pour exécuter la promesse de l'éducation pour les élèves des Premières nations. Gordon Porter, Ph. D., a évoqué les ressources nécessaires pour aider le personnel enseignant à exécuter la promesse pour les élèves ayant des besoins particuliers. Gordon Thomas a fait remarquer que l'avenir sera une période de transformation et de défis, car les orientations financières mondiales appelleront presque assurément une lutte pour des ressources publiques moins abondantes. Il a conclu, avec passion, que si les enseignantes et enseignants ne se battent pas pour les enfants qu'ils servent – qui le fera?

